

COPIE NON SIGNÉE - art 792 C. J.
Exemption du droit d'expédition art. 107
2° du code des droits d'enregistrement

Numéro de répertoire 002640
Date de la prononciation 14 MAI 2018
Numéro de rôle A/15/07724

Expédition

Délivrée à	Délivrée à	Délivrée à
le €	le €	le €

ne pas présenter à l'inspecteur

Tribunal de commerce
francophone de Bruxelles

Jugement

14^e chambre

présenté le
ne pas enregistrer

EN CAUSE DE :

La société de droit américain **LEVI STRAUSS & Co**, dont le siège social est établi à San Francisco, Levi's Plaza, Battery Street 1155, Californie, Etats-Unis d'Amérique ;

Demanderesse ;

Ayant pour conseil et comparaisant par Maître Thierry VAN INNIS, avocat, ayant son cabinet à 1081 Bruxelles, Rue de Neck 22, boîte 38.

CONTRE :

1. La société de droit néerlandais **BV HEMA**, dont le siège social est établi à 1033 SB Amsterdam, NDSM-straat 10, Pays-Bas et inscrite auprès de la Kamer van Koophandel sous le numéro 34215639 ;

Première défenderesse ;

2. La **SPRL HEMA BELGIE**, dont le siège social est établi à 1180 Uccle, Chaussée d'Alsemberg 757 et inscrite auprès de la BCE sous le numéro 0460.370.809 ;

Seconde défenderesse ;

Ayant toutes deux pour conseil et comparaisant toutes deux par Maître Eric DE GRUYSE, avocat, ayant son cabinet à 1050 Bruxelles, Avenue Louise, 149/20.

Après avoir délibéré, le tribunal rend le jugement suivant :

I. PROCEDURE

Vu la citation introductive d'instance du 4 novembre 2015 ;

Vu le jugement de ce tribunal du 29 avril 2016, disant la demande de changement de langue des défenderesses non fondée ;

Vu l'ordonnance de mise en état du 14 novembre 2016, fixant des délais pour conclure ;

Vu les dispositions de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

Vu la fixation de cette affaire sur base des articles 750 et 747 du Code judiciaire ;

Entendu les parties représentées par leurs conseils aux audiences publiques du 4 décembre, du 30 janvier 2018 et du 5 mars 2018 ;

Le tribunal a eu égard aux règles et actes de procédure requis par la loi et notamment à l'ensemble des écrits procéduraux des parties (conclusions et pièces), indépendamment de la date de leur dépôt, de l'accord express des parties acté à l'audience de plaidoirie.

II. RESUME DES FAITS UTILES A LA SOLUTION DU LITIGE

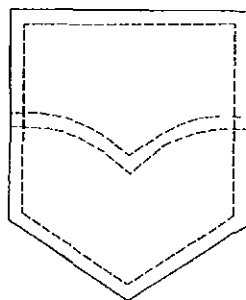
Les principaux faits utiles à la solution du présent litige peuvent être résumés comme suit :

1. La demanderesse, Levi Strauss (ci-après « *Levi's* »), se décrit comme « *fabricante et distributrice* » de vêtements de différentes couleurs, notamment pour enfants.

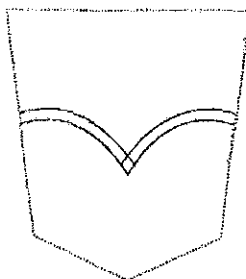
2. Levi's dispose de différentes marques enregistrées qui protègent notamment :

- la marque verbale « *LEVI STRAUSS* »,
- le logo représentant celle-ci,
- le rectangle rouge qui porte la marque « *LEVI'S* » et qui est appliqué sur le bord de la poche arrière du pantalon (également appelé en anglais « *The Red Tab* »),
- la double surpiqûre présentant une forme précise appliquée sur les poches arrières du pantalon (dénommée « *Arcuate* »).

3. En ce qui concerne la marque « *Arcuate* », qui fait l'objet du présent litige, elle fut enregistrée par Levi's le 1^{er} mars 1981, comme marque Benelux, sous le numéro 367.859, pour des pantalons pour hommes, femmes et enfants. Cet enregistrement, qui fit l'objet de renouvellements et qui est toujours en vigueur, porte la représentation suivante de la marque :



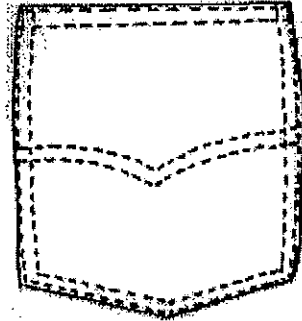
4. Parallèlement, Levi's demanda le 4 juillet 2001, l'enregistrement de sa marque « *Arcuate* » en tant que marque communautaire (aujourd'hui « *marque de l'Union européenne* »), pour des vêtements. A l'appui de sa demande, Levi's déposa la représentation graphique suivante de sa marque et accompagna celle-ci de la description : « *le dessin de deux lignes courbes positionnées dans le dessin d'une poche* »¹ :



L'Office de l'Harmonisation dans le Marché Intérieur (OHMI), appelé aujourd'hui l'Office de l'Union européenne pour la propriété intellectuelle (EUIPO),registra cette marque pour des vêtements, le 26 juillet 2004, sous le numéro 002285443.

¹ Traduction libre de l'anglais (langue de la demande d'enregistrement) : « *The design of two curved lines positioned in the design of a pocket.* ».

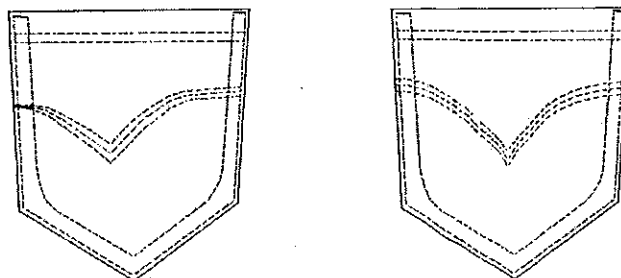
5. En 2003, Levi's constata que la première défenderesse, la BV HEMA (ci-après « *Hema* »), qui exploitait plusieurs centaines de magasins dans le Benelux, dont la très grande majorité aux Pays-Bas et quelques dizaines en Belgique, y distribuait des pantalons alors revêtus d'un signe que Levi's considérait comme « *(quasi) identique à sa marque Arcuate* », à savoir le dessin suivant, également apposé sur les deux poches arrières de pantalons :



6. Suite à ce constat, Levi's et Hema réglèrent leur différend au moyen d'une transaction signée le 22 avril 2004, aux termes de laquelle :

- Hema reconnut expressément la validité et la renommée de la marque de Levi's ;
- Hema s'engagea à ne plus faire usage non seulement de ce signe identique, mais aussi de tout autre signe constitué « *du dessin de surpiqûres composées d'une ou de plusieurs lignes courbes se rejoignant au milieu d'une poche et pointant vers le bas* (traduction de « *a stitching design consisting of one or more curved lines meeting in the middle of the pocket and pointing downwards* ») ;
- Levi's renonça à des dommages et intérêts, à condition qu'Hema respecte son engagement.

7. Douze ans plus tard, en 2015, Levi's constata qu'Hema et la seconde défenderesse, la SPRL HEMA BELGIE (ci-après « *Hema Belgique* », filiale belge d'Hema constituée en 2009), faisaient usage dans le Benelux (la première aux Pays-Bas et en Belgique, entre autres dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles et la deuxième en Belgique, entre autres dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles) de signes que Levi's considère comme (quasi) identiques à sa marque « *Arcuate* », pour des produits identiques, à savoir les signes suivants apposés sur des pantalons mis dans le commerce par Hema, sous sa marque HEMA et offerts en vente dans les magasins HEMA du Benelux (les magasins belges étant exploités par Hema Belgique depuis 2009), ainsi que dans deux magasins « *en ligne* » qu'elles exploitent par ailleurs :



8. Levi's, invoquant alors ses droits exclusifs nés de l'enregistrement de sa marque « *Ar-cuate* », déposa, le 29 octobre 2015, une requête en saisie contrefaçon à l'encontre de Hema Belgique, entre les mains du Président du tribunal de commerce francophone de Bruxelles.

9. Ce dernier accorda, par ordonnance du 30 octobre 2015, les mesures de description et de saisie sollicitées.

10. Dans son rapport du 14 février 2017, l'expert judiciaire, releva qu'Hema Belgique aurait vendu dans ses magasins 30.699 pantalons que Levi's considère comme portant atteinte à ses droits, à des consommateurs finaux.

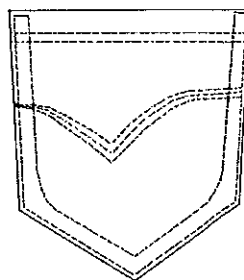
11. Le 24 janvier 2017, Hema avait déclaré, sur base d'un rapport de son réviseur², que 247.487 exemplaires de ces pantalons (dont lesdits 30.699 exemplaires commercialisés en Belgique) avaient été vendus à des consommateurs finaux (y compris en Allemagne). En termes de conclusions, Hema affirme avoir distribué, dans le Benelux, 244.394 exemplaires. Levi's ne conteste pas ces chiffres (page 15 de ses dernières conclusions).

12. Levi's entend à présent que le dommage qu'elle aurait prétendument subi soit évalué « *ex aequo et bono* » et ceci « *par exemplaire de produit pour la distribution duquel le tiers a fait un usage illicite du signe incriminé* », dans le Benelux.

Levi's estime ainsi que son dommage devrait être évalué suivant la citation à 60 euros et ensuite, dans ses conclusions, à 50 euros par pantalon litigieux, ce qu'elle estime être « *très modéré* ». Cette évaluation « *ex aequo et bono* » de son dommage, par pantalon litigieux pour enfants « *HEMA* » vendu dans le Benelux, aboutit à valoriser son dommage à un montant total de plus de douze millions d'euros.

13. Lors de l'introduction de cette affaire, les défenderesses ont demandé le changement de langue et le renvoi de l'affaire devant le tribunal de commerce néerlandophone de Bruxelles. Ceci leur a été refusé par jugement de ce tribunal du 29 avril 2016.

14. En outre, pendant la mise en état de ce dossier, Levi's constata qu'Hema aurait mis dans le commerce, durant la saison « *printemps/été de 2015* », des shorts portant un des signes incriminés repris ci-avant, à savoir le signe suivant :



15. Levi's a donc introduit des demandes incidentes relatives à ces shorts, dont les défenderesses contestent la recevabilité.

² Pièce 23 du dossier des défenderesses.

III. DEMANDES

1. Dans ses dernières conclusions, la demanderesse Levi's entend voir :

- « Interdire à Hema et à Hema Belgique de faire usage de l'un ou l'autre des deux signes incriminés, sous peine d'une astreinte de 10.000 € par exemplaire d'un vêtement portant un de ces signes et distribué en violation de cette interdiction ;
- Interdire à Hema de faire usage des autres signes qu'elle s'est engagée par la transaction du 22 avril 2004 de ne plus utiliser, sous peine d'une astreinte de 10.000 € par exemplaire d'un vêtement portant un de ces signes et distribué avec son consentement en violation de cette interdiction ;
- Condamner Hema à payer 12.336.750,00 € à titre de dommages et intérêts à la suite de la distribution dans le Benelux à des consommateurs finaux de 246.735 exemplaires des pantalons incriminés ;
- Condamner Hema, outre cette réparation, à la cession du bénéfice réalisé à la suite de la distribution de ces 246.735 exemplaires et en reddition de compte à cet égard ;
- Partant et avant dire définitivement droit sur cette dernière demande, condamner Hema à cette reddition de compte dans le mois suivant la signification du jugement à intervenir, sous peine d'une astreinte de 5.000.000,00 € et condamner Hema à payer une somme provisionnelle de 500.000,00 € ;
- Condamner Hema à remettre au Tribunal et à Levi Strauss dans le mois suivant la signification du jugement à intervenir un rapport d'un réviseur d'entreprise révélant les quantités exactes des shorts litigieux portant un des signes incriminés et mis dans le commerce par Hema en 2014, 2015 ou 2016, les quantités mises dans le commerce dans le Benelux et le bénéfice réalisé à la suite de cette distribution dans le Benelux, sous peine d'une astreinte de 10.000.000,00 € et condamner Hema à payer une somme provisionnelle de 500.000,00 € à titre de réparation ;
- Mettre l'affaire en continuation afin de dire définitivement droit sur la réparation définitive et sur ladite cession du bénéfice ;
- Condamner Hema à tous les dépens. »

2. Les défenderesses entendent, quant à elles, dans leurs dernières conclusions, voir :

« A titre principal,

Dire la demande nouvelle pour atteinte à la marque par la vente de culottes courtes (« shorts »), introduite par la demanderesse en termes de conclusions, irrecevable à tout le moins non fondée;

Concernant la prétendue atteinte à la marque par la vente de pantalons pour enfants et l'interdiction de commercialisation réclamée, dire la demande non fondée et en débouter la demanderesse ;

A titre subsidiaire,

Si l'usage d'un signe devait être interdit, limiter l'astreinte à 100 (cent) euros par produit et plafonner le montant total des astreintes récupérables à 1.000.000,00 (un million) d'euros.

En ce qui concerne la demande en dommages et intérêts introduite contre la première défenderesse, se déclarer sans juridiction pour connaître de cette demande en tant qu'elle concerne le dommage qui aurait été causé par la première défenderesse à la demanderesse en dehors du territoire belge ;

De manière très subsidiaire,

- *constater que la demande en dommages et intérêts pour les atteintes commises il y a plus de 5 ans avant la signification de la citation (en particulier les atteintes commises dans la période couverte par la transaction du 22 avril 2004) est prescrite ;*
- *dire la demande en dommages et intérêts non fondée, ou, très subsidiairement évaluer forfaitairement les dommages et intérêts à un montant global et maximal qui ne peut dépasser 100.000 euros ;*
- *dire pour droit que la première défenderesse n'a pas agi de mauvaise foi ;*
- *dire la demande en cession des bénéfiques non fondée et plus subsidiairement, à tout le moins, dire qu'il n'y a pas lieu d'y faire droit en sus des dommages et intérêts qui seraient alloués à la demanderesse ;*
- *dire la demande relative au paiement des intérêts non fondée et en débouter la demanderesse ;*
- *dire que le jugement ne sera pas exécutoire par provision en cas d'appel.*

En tout état de cause,

Condamner la demanderesse aux dépens. ».

IV. DISCUSSION

A) Quant à l'exception d'incompétence :

1. Comme exposé ci-avant³, Levi's possède deux enregistrements par rapport à sa marque « *Arcuate* ». Levi's dispose en effet d'une marque Benelux et d'une marque de l'Union européenne.

2. En ce qui concerne la compétence de ce tribunal, par rapport à la marque Benelux de Levi's, l'article 4.6 de la C.B.P.I.⁴ stipule que :

« Sauf attribution contractuelle expresse de compétence judiciaire territoriale, celle-ci se détermine, en matière de marques ou de dessins ou modèles, par le domicile du défendeur ou par le lieu où l'obligation litigieuse est née, a été ou doit être exécutée. ».

3. A cet égard, la doctrine⁵ enseigne que :

« Le lieu où l'obligation litigieuse est née, a été ou doit être exécutée est le lieu où l'atteinte à la marque a été commise, ainsi que le confirme unanimement la jurisprudence. Est notamment considéré comme le lieu où l'atteinte a été commise, celui où des contrefaçons sont vendues ou offertes en vente, ou encore celui où de la publicité est faite pour les contrefaçons.

³ Point II.3 et II.4.

⁴ Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle.

⁵ Everard J.-J., Peters P., « *La défense de la Marque dans le Benelux* », Larcier, 2000, p.169.

Cela signifie, concrètement, que le titulaire d'une marque confronté à une atteinte commise, par exemple, en Belgique par un tiers établi aux Pays-Bas, aura le choix entre le juge néerlandais (domicile du défendeur) et le juge belge (lieu de la contrefaçon). ».

4. En ce qui concerne à présent la compétence de ce tribunal, par rapport à la marque de l'Union européenne de Levi's, l'article 126 du RMUE⁶ prévoit que :

« 1. Sous réserve des dispositions du présent règlement ainsi que des dispositions du règlement (UE) n° 1215/2012 applicables en vertu de l'article 122, les procédures résultant des actions et demandes visées à l'article 124 sont portées devant les tribunaux de l'État membre sur le territoire duquel le défendeur a son domicile ou, si celui-ci n'est pas domicilié dans l'un des États membres, de l'État membre sur le territoire duquel il a un établissement.

2. Si le défendeur n'a ni son domicile, ni un établissement sur le territoire d'un État membre, ces procédures sont portées devant les tribunaux de l'État membre sur le territoire duquel le demandeur a son domicile ou, si ce dernier n'est pas domicilié dans l'un des États membres, de l'État membre sur le territoire duquel il a un établissement.

3. Si ni le défendeur, ni le demandeur ne sont ainsi domiciliés ou n'ont un tel établissement, ces procédures sont portées devant les tribunaux de l'État membre dans lequel l'Office a son siège.

4. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1, 2 et 3:

a l'article 25 du règlement (UE) n° 1215/2012 est applicable si les parties conviennent qu'un autre tribunal des marques de l'Union européenne est compétent;

b l'article 26 du règlement (UE) n° 1215/2012 est applicable si le défendeur comparaît devant un autre tribunal des marques de l'Union européenne.

5. Les procédures résultant des actions et demandes visées à l'article 124, à l'exception des actions en déclaration de non-contrefaçon d'une marque de l'Union européenne, peuvent également être portées devant les tribunaux de l'État membre sur le territoire duquel le fait de contrefaçon a été commis ou menace d'être commis ou sur le territoire duquel un fait visé à l'article 11, paragraphe 2 a été commis. ».

5. Les défenderesses soutiennent qu'Hema ne serait qu'« active exclusivement à partir des Pays-Bas » et que dès lors, le juge des Pays-Bas serait seul compétent pour se prononcer sur une indemnisation qui serait due par Hema.

Les défenderesses ajoutent que « même à considérer que la première défenderesse puisse être tenue responsable pour les actes posés dans des magasins HEMA en Belgique, une limitation quant à la compétence découle de l'article 98 paragraphe 2 du R.M.U.E. »⁷ qui énonce que :

« Un tribunal des marques de l'Union européenne dont la compétence est fondée sur l'article 125, paragraphe 5, est compétent uniquement pour statuer sur les faits commis ou menaçant d'être commis sur le territoire de l'État membre dans lequel est situé ce tribunal. ».

⁶ Règlement n° 2017/1001 du 14 juin 2017 sur la marque de l'Union Européenne.

⁷ Devenu 126§2.

Pour contester la compétence de ce tribunal, les défenderesses font encore référence, dans leurs conclusions, aux décisions de la Cour de justice de l'Union européenne du 7 mars 1995⁸ et du 3 octobre 2013⁹.

6. Cependant, ni ces décisions ni l'article 126 du RMUE ne s'appliquent au cas d'espèce. En effet, si dans le cadre de la présente procédure, Levi's a bien fait référence à sa marque de l'Union Européenne, il ressort incontestablement des dernières conclusions de Levi's qu'elle fonde uniquement sa demande sur sa marque Benelux¹⁰.

7. Dans ces conditions et en application de la doctrine évoquée ci-avant¹¹, ce tribunal est territorialement compétent pour connaître l'entière du présent litige, puisque Levi's soutient que des produits contrefaisant sa marque Benelux auraient bien été mis en vente à Bruxelles par les défenderesses.

B) Quant à l'irrecevabilité de la demande nouvelle relative à des shorts :

1. Dans ses conclusions, Levi's introduit une demande nouvelle à l'encontre de la première défenderesse HEMA, visant à faire constater une « *nouvelle atteinte à sa marque* », cette fois par la vente de « *shorts* », dans les magasins HEMA, qui aurait été réalisée antérieurement à la vente des pantalons pour enfants visée dans la citation introductive d'instance.

2. Les défenderesses considèrent que cette demande, en tant qu'elle vise la vente de shorts en 2014, 2015 ou 2016, est irrecevable « *dès lors qu'elle est fondée sur des faits ou actes non visés dans la citation* », en application de l'article 807 du Code judiciaire.

3. L'article 807 du Code judiciaire énonce en effet que :

« La demande dont le juge est saisi peut être étendue ou modifiée, si les conclusions nouvelles, contradictoirement prises, sont fondées sur un fait ou un acte invoqué dans la citation, même si leur qualification juridique est différente. ».

4. A cet égard, Levi's soutient que cet article serait « *d'interprétation souple* ». Concernant cette question, la Cour de cassation¹² a cependant déjà décidé que :

« Si l'article 807 du Code judiciaire n'exige pas que la demande étendue ou modifiée se fonde exclusivement sur un fait ou un acte invoqué dans l'acte introductif d'instance, il ne permet en revanche pas d'admettre une demande nouvelle qui ne se fonde pas sur un pareil fait ou pareil acte. ».

5. En l'espèce, il n'est pas contestable que la demande « *étendue* » de Levi's ne se fonde absolument pas sur un fait invoqué dans la citation introductive d'instance.

En effet, cette citation ne fait aucune référence à des « *shorts* » commercialisés par les défenderesses. La demande relative à ces shorts concerne donc de faits nouveaux par rapport aux actes invoqués en citation. Cette demande nouvelle est donc irrecevable.

⁸ *Shevill / Presse Alliance*, C-68/93.

⁹ *Peter Pinckey / KDG Mediatech*, C-170/12.

¹⁰ Page 21 de ses dernières conclusions.

¹¹ Point IV.A.3.

¹² Cassation, 3e ch., 06 juin 2005, *Pas.*, 2005, p. 1212.

C) Quant à la prescription de la demande basée sur la convention de 2004 :

Levi's entendait, dans sa citation introductive d'instance, obtenir la réparation du dommage prétendument subi à la suite de l'usage du signe ayant provoqué le litige que la transaction du 22 avril 2004 régla. Les défenderesses ont soutenu, dans leurs conclusions, que cette demande serait prescrite. Levi's a reconnu cette prescription¹³ et renoncé à cette demande de réparation. Ce tribunal prend acte de cette renonciation, étant entendu que Levi's ne renonce pas à sa demande d'interdiction d'usage des signes visés dans la transaction du 22 avril 2004¹⁴.

D) Quant aux demandes d'interdiction d'usage de signes sous astreinte :

1. Levi's invoque l'article 2.20, alinéa 1 de la CBPI à l'appui de sa demande d'interdiction, se fondant tout d'abord sur les dispositions sous a), ensuite sur les dispositions sous b) et enfin sur les dispositions sous c) de cet alinéa, en ordre subsidiaire.

2. Les défenderesses soutiennent d'abord qu'elles n'auraient pas utilisé les signes litigieux¹⁵ pour « distinguer » leurs produits ou « à titre de marque », mais uniquement comme élément « décoratif ». Or en ce qui concerne cette argumentation, la CJUE a déjà décidé, dans un arrêt du 10 avril 2008¹⁶, que l'usage à titre décoratif n'exclut pas la possible existence d'une atteinte à la marque. Ce tribunal appréciera donc en l'espèce, ci-après, si les critères relatifs à une atteinte sont ou non réunis.

1) Quant à l'utilisation de signes identiques :

1. Pour rappel, l'article 2.20 paragraphe 1 de la CBPI dispose, en ce qui concerne les droits découlant d'un enregistrement Benelux, que :

« 1. La marque enregistrée confère à son titulaire un droit exclusif. Sans préjudice de l'application éventuelle du droit commun en matière de responsabilité civile, le droit exclusif à la marque permet au titulaire d'interdire à tout tiers, en l'absence de son consentement:

- a. de faire usage dans la vie des affaires, d'un signe identique à la marque pour des produits ou services identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée;*
- b. de faire usage dans la vie des affaires, d'un signe pour lequel, en raison de son identité ou de sa similitude avec la marque et en raison de l'identité ou de la similitude des produits ou services couverts par la marque et le signe, il existe, dans l'esprit du public, un risque de confusion qui comprend le risque d'association entre le signe et la marque;*
- c. de faire usage dans la vie des affaires, d'un signe identique ou similaire à la marque pour des produits ou services qui ne sont pas similaires à ceux pour lesquels la marque est enregistrée, lorsque cette marque jouit d'une renommée à l'intérieur du territoire Benelux et que l'usage du signe sans juste motif tire indûment profit du caractère distinctif ou de la renommée de la marque ou leur porte préjudice;*
- d. de faire usage d'un signe à des fins autres que celles de distinguer les produits ou services, lorsque l'usage de ce signe sans juste motif tire indûment profit du caractère distinctif ou de la renommée de la marque ou leur porte préjudice. ».*

¹³ En page 51 de ses dernières conclusions.

¹⁴ Dont question au point suivant.

¹⁵ Reproduits au point II.7.

¹⁶ CJUE, 10 avril 2008, *Adidas / Marca Mode*, C-102/07.

2. Levi's fonde d'abord sa demande d'interdiction d'usage de signes sur l'article 2.20.1.a de la CBPI. Levi's soutient donc que les défenderesses auraient fait usage d'un signe identique à sa marque, pour des produits ou services identiques à ceux pour lesquels celle-ci est enregistrée.

3. En ce qui concerne la question de l'identité des signes comparés, la CJUE enseigne, dans son arrêt du 20 mars 2003¹⁷, que :

« 50. Le critère d'identité du signe et de la marque doit faire l'objet d'une interprétation restrictive. En effet, la définition même de la notion d'identité implique que les deux éléments comparés soient en tous points les mêmes. (...) »

51. Il en résulte qu'il existe une identité entre le signe et la marque lorsque le premier reproduit, sans modification ni ajout, tous les éléments constituant la seconde.

52. Toutefois, la perception d'une identité entre le signe et la marque doit être appréciée globalement dans le chef d'un consommateur moyen qui est censé être normalement informé et raisonnablement attentif et avisé. Or, à l'égard d'un tel consommateur, le signe produit une impression d'ensemble. En effet, ce consommateur moyen n'a que rarement la possibilité de procéder à une comparaison directe des signes et des marques, mais doit se fier à l'image non parfaite qu'il en a gardée en mémoire. En outre, le niveau d'attention est susceptible de varier en fonction de la catégorie de produits ou de services en cause (...).

53. La perception d'une identité entre le signe et la marque n'étant pas le résultat d'une comparaison directe de toutes les caractéristiques des éléments comparés, des différences insignifiantes entre le signe et la marque peuvent passer inaperçues aux yeux d'un consommateur moyen. »

4. En ce qui concerne plus précisément la comparaison des signes utilisés par un tiers avec les signes déposés par Levi's comme marque, la Cour d'appel de Bruxelles a décidé, dans un arrêt du 12 mai 2006¹⁸, que :

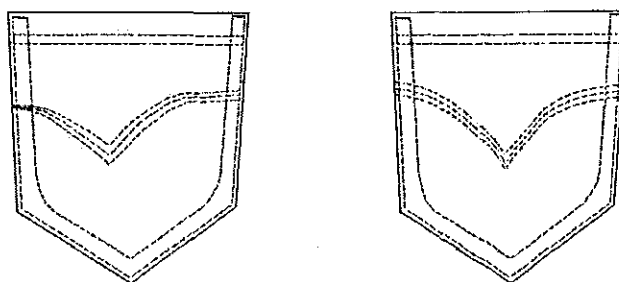
« Par ailleurs, les signes contestés présentent une similitude visuelle telle que l'impression d'ensemble produite par les signes en conflit, à savoir celle qui correspond à l'image non parfaite que le consommateur garde en mémoire, est la même. Il n'y a donc pas lieu de se livrer à un examen des différents détails qui les distinguent, examen auquel le consommateur moyen de la catégorie des produits ne se livre pas.

L'élément dominant est en effet chaque fois constitué par deux courbes incurvées vers les bas se rejoignant au centre d'un dessin pentagonal ».

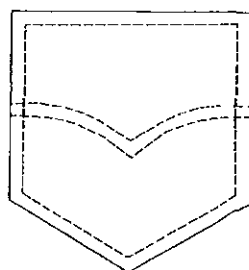
¹⁷ LTJ Diffusion / Sadas Vertbaudet, C-291-00.

¹⁸ Inédit, RG 2003/AR/2231.

5. En l'espèce les signes que Levi's reproche aux défenderesses d'avoir utilisés sont les suivants :



6. Ce tribunal estime que ces signes ne reproduisent pas, sans modification ni ajout, tous les éléments constituant la marque « *Arcuate* » de Levi's, qui a fait l'objet du dépôt suivant :



7. En effet, Levi's décrit d'abord sa marque déposée « *Arcuate* » comme étant « *le dessin de deux lignes courbes formant chacune une arche, se rejoignant au milieu du dessin hexagonale d'une poche* »¹⁹. Or en l'espèce il n'est pas sérieusement contestable que les signes utilisés par les défenderesses ne représentent pas deux mais trois lignes courbes, qui ne se rejoignent en outre pas au centre d'un dessin pentagonal, mais légèrement sur la gauche. Dès lors, puisque les dessins sont différents, il ne peut être question d'usage de signes identiques.

8. En outre, sur base des pièces soumises par les parties, ce tribunal considère que les différences relevées ci-avant (pas deux mais trois lignes courbes, qui ne se rejoignent en outre pas au centre d'un dessin pentagonal, mais légèrement sur la gauche) ne peuvent être qualifiées de « *détail* », ni de « *différences insignifiantes en l'espèce* ».

9. En effet, la marque dont se prévaut Levi's est très précisément définie, par Levi's, en page 3 de ses conclusions, comme étant « *composée du dessin de deux lignes courbes formant chacune une arche, les deux arches se rejoignant au milieu du dessin hexagonale d'une poche* ». Dès lors, ce tribunal estime que le nombre de courbes et l'endroit de leur jonction est loin d'être un détail ou d'être insignifiant, puisque ces éléments définissent au contraire la marque « *Arcuate* » de Levi's.

10. A titre surabondant ce tribunal relève que la Cour d'appel de Bruxelles a déjà considéré, dans l'arrêt dont question ci-avant²⁰, que :

« *L'élément dominant est en effet chaque fois constitué par deux courbes incurvées vers les bas se rejoignant au centre d'un dessin pentagonal.* »²¹.

11. Ce tribunal considère donc, en l'espèce, qu'il ne peut être question d'utilisation de signes identiques.

¹⁹ En page 3 de ses conclusions.

²⁰ Bruxelles, 12 mai 2006, *Inédit*, RG 2003/AR/2231.

²¹ Le tribunal souligne.

2) Quant à un risque de confusion :

1. A titre subsidiaire Levi's soutient, en application de l'article 2.20 paragraphe 1.b. de la CBPI, qu'il existerait « à tout le moins un risque de confusion entre les signes incriminés et la marque, de telle sorte que l'interdiction sollicitée reste fondée, même si l'identité entre les signes en conflit n'était pas retenue ».

2. Il est admis en doctrine²² et en jurisprudence²³ que le risque de confusion doit être apprécié globalement, en se basant sur l'impression d'ensemble produite par les marques et en tenant compte de tous les facteurs pertinents du cas d'espèce, parmi lesquels :

- le degré de similitude entre les signes en conflit,
- le degré de similitude entre les produits ou services désignés,
- et la connaissance de la marque invoquée sur le marché en cause.

3. En ce qui concerne le degré de similitude des signes en conflit, ce tribunal a constaté ci-avant²⁴ que les signes utilisés par les défenderesses n'étaient pas identiques à la marque « *Arcuate* » de Levi's, en ce qu'ils s'en distinguaient par des différences²⁵ qui ne pouvaient être considérées comme insignifiantes, ni comme des détails. Cependant, malgré ces différences, les signes utilisés par les défenderesses présentent incontestablement des similitudes importantes avec la marque « *Arcuate* » de Levi's.

4. En effet, les signes des défenderesses représentent manifestement trois courbes, formant des arches, qui se rejoignent quasiment au milieu du dessin d'une poche, tandis que la marque « *Arcuate* » de Levi's représente deux lignes courbes, formant des arches, se rejoignant au milieu du dessin d'une poche. En l'espèce, il existe donc des similitudes visuelles incontestables entre les signes utilisés par les défenderesses et la marque « *Arcuate* » de Levi's.

5. Ces similitudes relevées par ce tribunal sont également pertinentes pour le public concerné (et donc pour l'ensemble des consommateurs moyennement attentifs²⁶, susceptibles d'être confrontés aux signes incriminés), vu l'importance des similitudes relevées.

6. A titre surabondant, les courbes litigieuses sur les pantalons des défenderesses sont clairement visibles et la présence d'un « bouton » HEMA n'est nullement relevante²⁷, contrairement à ce que soutiennent les défenderesses²⁸, pour apprécier les similitudes des signes en conflit.

7. En ce qui concerne le degré de similitude entre les produits ou services désignés, il est admis en jurisprudence²⁹ que :

« un faible degré de similitude entre les produits ou services désignés peut être compensé par un degré élevé de similitude entre les marques, et inversement. ».

²² Van Reepinghen, B. et Cornu, E., « *Droits intellectuels (1997-2004) – I. — Droits sur les signes distinctifs* », *J.T.*, 2004/40, p. 897 et suiv.

²³ CJUE, 11 novembre 1997, *Sabel / Puma* ; CJUE, 29 septembre 1998, *Canon / Metro-Goldwyn-Mayer*.

²⁴ Point IV.D.1.6.

²⁵ Pas deux mais trois lignes courbes, qui ne se rejoignent en outre pas au centre d'un dessin pentagonal, mais légèrement sur la gauche.

²⁶ CJUE, 12 novembre 2002, *Arsenal / Matthew Reed*.

²⁷ La présence de ce « bouton » n'étant manifestement pas de nature à éliminer tout risque de confusion.

²⁸ En page 42 de leurs conclusions.

²⁹ CJUE, 22 juin 1999, arrêt *Lloyd / Klijsen Handel BV*.

8. En l'espèce, il n'est pas contestable que les signes en conflit sont utilisés par les parties pour des produits (pantalons pour enfants) présentant un degré très important de similitude.

9. En effet, les défenderesses reconnaissent dans leurs dernières conclusions³⁰ que Levi's commercialise également des pantalons pour enfants, comme Levi's le démontre d'ailleurs aux pages 5 et 6 de ses conclusions.

10. A cet égard, il n'est ni relevant ni démontré que Levi's ne vendrait des pantalons pour enfants que de manière « *très limitée* », comme le soutiennent les défenderesses dans leurs dernières conclusions³¹. Ce tribunal constate donc qu'en l'espèce les signes en conflit sont utilisés par les parties pour des produits présentant un degré très important de similitude.

11. En ce qui concerne la notoriété de la marque « *Arcuate* » de Levi's, les défenderesses produisent deux décisions de jurisprudence³² pour démontrer qu'il s'agirait d'une marque « *faible* », tandis que Levi's produit une série de décisions de jurisprudence³³ pour démontrer qu'il s'agirait d'une marque forte.

12. Indépendamment du caractère fort ou faible de la marque « *Arcuate* » de Levi's, il ressort du nombre important de décisions citées par les parties, ainsi que de leurs très volumineux dossiers de pièces, que la marque « *Arcuate* » de Levi's est incontestablement connue en Belgique.

13. Il ressort de ce qui précède qu'il existe bien un risque de confusion entre les signes utilisés par les défenderesses (illustrés ci-avant au point II.7) et la marque « *Arcuate* » de Levi's, puisque :

- les signes incriminés présentent un très haut degré de similarité, de par leurs nombreuses similitudes visuelles portant sur leurs éléments distinctifs et dominants ;
- les produits en cause sont identiques et de consommation courante ;
- en outre, la marque « *Arcuate* » est connue en Belgique.

14. Puisque ce tribunal considère que les signes utilisés par les défenderesses (illustrés ci-avant au point II.7) créent un risque de confusion avec la marque « *Arcuate* » de Levi's, ce tribunal fait droit à la demande de Levi's d'interdiction d'usage et décide d'interdire à Hema et à Hema Belgique de faire usage de l'un ou l'autre des deux signes incriminés, sous peine d'une astreinte de 100 € par fait d'usage en infraction avec l'ordre de cessation prononcé par le présent jugement à partir de la signification de ce jugement.

15. En effet, ce tribunal estime que ce montant de 100 € est suffisamment dissuasif, sans être excessif (par opposition au montant demandé par Levi's de 10.000,00 € par exemplaire), compte tenu des éléments de la cause et notamment :

- du prix des produits litigieux vendus par les défenderesses,
- de la marge bénéficiaire des défenderesses,
- de l'importance du réseau de magasin des défenderesses,
- des volumes vendus par les défenderesses.

³⁰ Page 56.

³¹ Toujours en page 56.

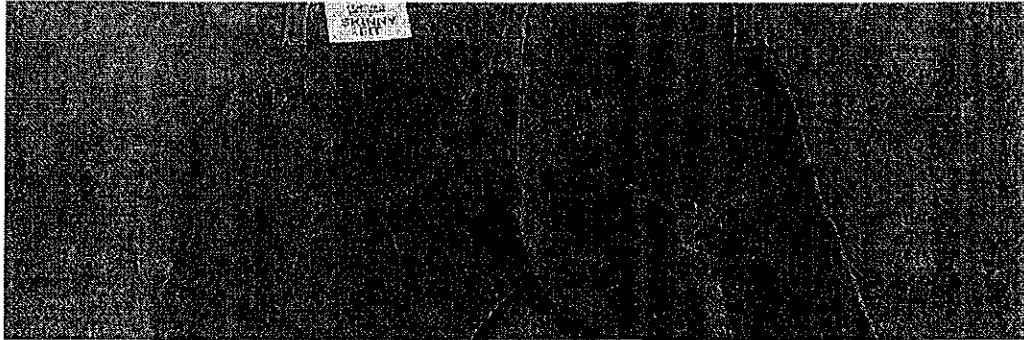
³² Bruxelles, 14 fév. 2006, *Ing. Cons.*, 2006/1, p. 41 ; confirmé par Cass., 6 mai 2008, *Ing.-Cons.*, 2008/3, p. 468.

³³ Bruxelles, 23 décembre 1999, *I.R.D.I.*, 2000, p. 48 ; Bruxelles, 8 juin 1995, *J.T.*, 1996, p. 10 ; Comm.

Bruxelles, 11 mars 2001, *Ing.-Cons.*, 2011/1, p. 147-159 ; Comm. Bruxelles, 5 juin 2008, RG 5608/07 ; décision de l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur du 28 avril 2004 (n°1324/2004).

16. En outre, ce tribunal plafonne les astreintes à un montant maximal de 4 millions d'euros, pour éviter tout abus, tout en assurant un effet incontestablement dissuasif.

17. Par ailleurs, ce tribunal relève que parmi les 244.394 pantalons comptabilisés par les parties, comme ayant été commercialisés au Benelux, un modèle représenté ci-dessous (références 30800901/30800902) ne fait pas apparaître les signes litigieux (illustrés ci-avant au point II.7), mais des lignes parallèles représentant la forme d'une vague, n'ayant pas de point le plus bas au milieu (ni proche du milieu) de la poche arrière :



18. Ces modèles, qui représentent 22.791 unités³⁴, ne seront donc pas visés par les interdictions d'usages décidées ci-avant, ni pris en compte pour déterminer les dommages et intérêts revenant à Levi's, qui seront donc calculés ci-après par ce tribunal en tenant compte de 221.603 (soit 244.394 – 22.791) pantalons portant atteinte à la marque de Levi's.

19. Levi's entend également faire « *interdire à Hema de faire usage des autres signes qu'elles s'est engagée par la transaction du 22 avril 2004 de ne plus utiliser, sous peine d'une astreinte de 10.000 € par exemplaire d'un vêtement portant un de ces signes et distribué avec son consentement en violation de cette interdiction* ». Il s'agit pour Levi's d'une demande de condamnation au respect d'un engagement contractuel.

20. Les défenderesses ne contestent pas cette demande³⁵. Or à la lecture de la transaction du 22 avril 2004, il est certain qu'Hema s'est engagée à s'abstenir d'utiliser les signes dont question dans cette convention. Dès lors et vu les événements survenus depuis la signature de cette transaction (commercialisation de shorts et de pantalons pour enfants avec des signes critiqués par Levi's), Levi's a effectivement intérêt à ce que ce tribunal interdise à Hema de faire usage des signes qu'elles s'est contractuellement engagée, par la transaction du 22 avril 2004, à ne plus utiliser.

21. Pour les motifs dont question ci-avant³⁶, cette interdiction est prononcée sous peine d'une astreinte de 100 € par fait d'usage en infraction avec l'ordre de cessation prononcé par ce jugement à partir de la signification de ce jugement, avec un plafond de 4 millions d'euros.

22. Finalement, vu ce qui a déjà été décidé ci-avant, ce tribunal ne tranchera pas la demande de Levi's fondée sur l'article 2.20.1.c de la CBPI, puisque ce fondement avait été invoqué par Levi's à titre subsidiaire et qu'il n'est pas de nature à entraîner une décision plus favorable pour Levi's.

³⁴ Conformément à la pièce 23 des défenderesses.

³⁵ Malgré leurs 96 pages de conclusions.

³⁶ Point IV.2.14 et IV.2.15.

E) Quant aux demandes de dommages et intérêts :

1. Levi's réclame, en application de l'article 2.21 al.1 de la CBPI, la réparation du dommage qu'elle prétend avoir subi, « à la suite des atteintes à sa marque », en précisant que cette demande n'est dirigée que contre Hema, qui aurait mis « dans le commerce sur le territoire du Benelux lesdits 246.735 pantalons litigieux ».

2. Levi's estime que son dommage peut être évalué *ex aequo et bono*, par exemple d'un produit pour la distribution duquel le tiers a fait un usage interdit du signe incriminé. Ce dommage, qui couvre à la fois le « *lucrum cessans* » et le « *damnum emergens* », pourrait, selon Levi's, être évalué à « 50 € par pantalon litigieux ».

3. L'article 2.21 de la CBPI énonce, à propos des « réparation des dommages et autres actions » que :

« 1. Dans les mêmes conditions qu'à l'article 2.20, alinéa 1, le droit exclusif à la marque permet au titulaire de réclamer réparation de tout dommage qu'il subirait à la suite de l'usage au sens de cette disposition.

2. Le tribunal qui fixe les dommages-intérêts :

a. prend en considération tous les aspects appropriés tels que les conséquences économiques négatives, notamment le manque à gagner, subies par la partie lésée, les bénéfices injustement réalisés par le contrevenant et, dans des cas appropriés, des éléments autres que des facteurs économiques, comme le préjudice moral causé au titulaire de la marque du fait de l'atteinte ; ou

b. à titre d'alternative pour la disposition sous a, peut décider, dans des cas appropriés, de fixer un montant forfaitaire de dommages-intérêts, sur la base d'éléments tels que, au moins, le montant des redevances ou droits qui auraient été dus si le contrevenant avait demandé l'autorisation d'utiliser la marque. ».

4. Les défenderesses contestent la demande d'indemnisation de Levi's, tant dans son principe que dans son évaluation. Les défenderesses fondent leurs contestations sur les éléments suivants :

- Levi's ne démontrerait pas avoir subi un quelconque dommage effectif (et non simplement symbolique), ni avoir subi une réelle perte de bénéfices,
- s'il devait y avoir droit à indemnisation, celle-ci devrait être limitée au regard des circonstances spécifiques de la cause et pour autant qu'il retienne un dommage supérieur à l'euro symbolique, ce tribunal devrait déterminer un montant forfaitaire global équitable et tenir compte de l'impact réel et démontré qu'aurait eu l'usage de la surpiqûre litigieuse d'HEMA,
- le montant forfaitaire par produit contrefaisant réclamé (50 € par pantalon contrefaisant) par la demanderesse serait en tout état de cause disproportionné, déraisonnable et est sans commune mesure avec le dommage réellement subi par la demanderesse.

5. En ce qui concerne la preuve du dommage du titulaire d'une marque, confronté à une partie commercialisant des produits portant atteinte à sa marque, ce tribunal³⁷ a énoncé que :

³⁷ Comm. Bruxelles, 11 mars 2001, *Ing.-Cons.*, 2011/1, p. 147-159.

« le dommage subi par la demanderesse ne se limite pas aux seules ventes manquées ; ainsi que le souligne la demanderesse, l'exclusivité de la marque « Arcuate » a été construite au fil des années au prix d'investissements et d'efforts très importants...

En l'espèce, en tirant indûment profit du caractère distinctif et de la renommée de la marque de la demanderesse, la défenderesse a injustement réalisé des bénéfices au détriment de la demanderesse car cette dernière a pu bénéficier d'un transfert de l'image de la marque vers ses propres produits, sans aucune compensation financière et sans avoir dû déployer d'efforts propres à cet égard. ».

6. En ce qui concerne le principe d'une indemnisation forfaitaire *ex aequo et bono*, par produit portant atteinte à une marque, il est admis en jurisprudence³⁸ que :

« Comme l'a déjà rappelé la cour dans une affaire en tous points similaire (cf. arrêt du 18 mai 2006, R.G. 2003/AR/880), ce type de contrefaçon porte atteinte au monopole du titulaire des droits puisque les contrefacteurs fournissent à leurs clients le moyen de trouver ailleurs un produit présentant apparemment les mêmes caractéristiques. De ce fait même, l'image de marque et d'exclusivité esthétique est affectée par la présence sur le marché de produits à moindre prix, ce qui conduit à une banalisation et à une dépréciation des exemplaires originaux qui sont le résultat d'investissements substantiels (Anvers. 19 octobre 2007, AM 2008/1, 22). Une telle atteinte constitue un préjudice dont les effets se feront sentir à long terme et qui est distinct des gains manqués par le fait de la contrefaçon. Il y a lieu par ailleurs de tenir compte que l'atteinte à la réputation attachée à l'œuvre originale entraîne un dommage moral qu'il convient également d'indemniser. ...

*Eu égard à l'impossibilité de fixer avec précision le montant du préjudice subi ..., c'est à bon droit que le premier juge a accordé une indemnisation *ex aequo et bono*. En tenant compte de toutes les composantes du dommage (atteintes au monopole et au prestige de la marque, dépréciation des exemplaires originaux, perte des investissements, dommage moral, perte de chiffres d'affaires, frais à exposer en vue de protéger la propriété intellectuelle, etc.), il ne peut être soutenu que la somme forfaitaire de 60,00 € par sac allouée par le premier juge dépasse les limites d'une juste modération. ...*

Si le montant total est élevé, c'est uniquement en raison du nombre très important de produits contrefaisants Appliquer un plafond ou de globaliser le montant du dédommagement, indépendamment de l'ampleur quantitative de la contrefaçon, reviendrait à décerner un brevet d'impunité aux très gros contrefacteurs pour ce qui excède une certaine limite, ce qui ne peut être admis. ».

7. En l'espèce, en faisant application de ces principes, ce tribunal estime que le dommage subi par Levi's ne se limite pas aux ventes manquées. En effet, ce tribunal considère que les atteintes constatées à la marque « Arcuate » de Levi's constituent une banalisation de la marque de Levi's et une dépréciation des exemplaires originaux de Levi's particulièrement préjudiciables.

³⁸ Bruxelles, 20 mars 2014, inédit, RG 2008/AR/2164.

8. Dès lors, pour apprécier concrètement l'indemnisation qui revient à Levi's, vu l'atteinte portée à sa marque constatée ci-avant, ce tribunal a eu égard aux faits particuliers du cas d'espèce qui suivent :

- Hema avait déjà reconnu par le passé³⁹ avoir porté atteinte à la marque « *Arcuate* » de Levi's. Hema aurait donc pu et dû se montrer vigilante sur cette question,
- sur base des dossiers des parties, il est établi qu'HEMA a commercialisé dans le Benelux 221.603⁴⁰ pantalons qui portent atteinte à la marque de Levi's,
- l'importance du nombre de pantalons litigieux s'explique par l'importance du réseau des défenderesses,
- il n'existe aucune preuve du fait que les défenderesses aient utilisé les pantalons litigieux comme des produits d'appel,
- il semble admis que les défenderesses ne commercialisent que des produits « *de leurs marques* » dans leurs magasins,
- les défenderesses ont collaboré avec Levi's, une fois qu'elles ont été informées d'une atteinte possible, tant en vue de mettre fin aux commercialisations litigieuses, que pour informer Levi's sur les quantités litigieuses.

9. Dès lors, en l'espèce ce tribunal condamne Hema à indemniser Levi's à hauteur de 20 € par pantalon portant atteinte à la marque de Levis, soit 4.432.060,00 € (ce montant correspondant à 221.603 x 20 €, soit le nombre de pantalons portant atteinte à la marque de Levi's, multiplié par 20 €). Ce tribunal considère ce montant de 20 € par pantalon comme raisonnable et proportionnel, compte tenu des circonstances particulières de la cause rappelées ci-avant et compte tenu des particularités économiques de ce dossier.

En effet, un montant de 20 € par pantalon représente :

- approximativement 2 fois le prix de vente des pantalons litigieux,
- et 10 fois le bénéfice réalisé par Hema avec la vente des pantalons litigieux,
- tandis que Levi's expose dépenser « *des millions* » en marketing chaque année.

10. Par ailleurs et comme dans le cas d'espèce tranché par la Cour d'appel de Bruxelles⁴¹ dont question ci-avant, ce tribunal estime que si le montant de la condamnation d'Hema est effectivement important (4.432.060,00 €) c'est uniquement en raison du nombre très important de produits contrefaisants commercialisés par Hema.

F) Quant à la demande en cession de bénéfice et en reddition de comptes :

1. En application de l'article 2.21. alinéa 4 de la CBPI, Levi's entend obtenir, outre sa demande en réparation (dont question ci-avant), « *qu'il soit ordonné à Hema de lui céder le bénéfice qu'elle réalisa à la suite de la mise dans le commerce des pantalons litigieux et que, préalablement à la détermination par le tribunal de la hauteur exacte de ce bénéfice, il lui soit ordonné de rendre des comptes* »⁴².

³⁹ Dans la transaction du 22 avril 2011 dont question ci-avant au point II.6.

⁴⁰ Le calcul précis de cette quantité a été détaillé au point IV D.2.18, en page 15.

⁴¹ Bruxelles, 20 mars 2014, *inédit*, RG 2008/AR/2164.

⁴² Page 49 des dernières conclusions de Levi's.

2. Levi's estime à cet égard que « *comme Hema déclara avoir réalisé un bénéfice de près de 3 € par pantalon litigieux, une condamnation au paiement d'une provision de 500.000 €* » serait amplement fondée, « *en raison de la mauvaise foi avec laquelle Hema agit* ».

3. L'article 2.21, alinéa 4 de la CBPI énonce que :

« Outre l'action en réparation ou au lieu de celle-ci, le titulaire de la marque peut intenter une action en cession du bénéfice réalisé à la suite de l'usage visé à l'article 2.20, alinéa 1er, ainsi qu'en reddition de compte à cet égard. Le tribunal rejettera la demande s'il estime que cet usage n'est pas de mauvaise foi ou que les circonstances de la cause ne donnent pas lieu à pareille condamnation. »

4. En ce qui concerne la notion de mauvaise foi, celle-ci a été interprétée comme suit par la Cour Benelux dans son arrêt du 11 février 2008⁴³ :

« L'article 13.A, alinéa 5, de la LBM ne peut pas être interprété en ce sens qu'il y aurait "usage de mauvaise foi" au sens de cette disposition, uniquement dans les cas de piraterie, conçue comme la contrefaçon délibérée de produits de marque.

Il n'y a « usage de mauvaise foi » au sens de l'article 13.A, alinéa 5, de la LBM que dans les cas où une atteinte est commise délibérément.

Il y a atteinte commise délibérément si celui dont les actes sont reconnus contrefaisants par le juge a été conscient, au moment de les commettre, de leur caractère contrefaisant.

Il est de règle à cet égard que toute personne qui, au titre d'une activité professionnelle ou économique, fait usage d'un signe dans la vie des affaires, est réputée avoir connaissance du contenu du registre des marques.

Il n'y a pas de conscience au sens susvisé si celui dont les actes sont reconnus contrefaisants par le juge a opposé à l'atteinte qui lui était reprochée des moyens de défense qui ne pouvaient raisonnablement pas être tenus pour voués d'avance à l'échec.

Tel pourra être le cas, par exemple, d'une défense faisant valoir

a) l'absence d'un risque de confusion

b) un usage du signe justifié par des relations contractuelles avec le titulaire de la marque

c) la nullité de l'enregistrement de la marque ou l'extinction du droit à la marque. »

5. Il ressort de cet enseignement (cité par l'ensemble des parties) que la mauvaise foi pré-suppose un acte « *délibéré* » et qu'il ne peut être question d'un tel acte si le « *contrefacteur* » peut opposer des moyens qui ne sont pas raisonnablement voués à l'échec.

⁴³ http://www.courbeneluxhof.be/arresten/FR/A/A_06_4_408.pdf

6. En l'espèce, il ne ressort d'aucune pièce produite par les parties que les défenderesses aient délibérément décidé de porter atteinte aux marques de Levi's. La signature d'une transaction avec Levi's, plus de dix ans avant les faits, concernait en effet d'autres signes et n'est donc pas de nature à démontrer, à elle seule, une éventuelle mauvaise foi des défenderesses.

7. Pour le surplus, les défenderesses ont soutenu, dans le cadre de la présente instance, une argumentation « *qui ne pouvait raisonnablement pas être tenue pour vouée d'avance à l'échec* », relative à l'absence de risque de confusion, même si *in fine* ce tribunal n'a pas suivi cette argumentation.

8. Ce tribunal considère donc, à ce stade, que Levi's ne démontre pas que les défenderesses auraient été de mauvaise foi. Dans ces conditions, les demandes en cession de bénéfice et en reddition de comptes sont déclarées non fondées.

G) Quant à l'exécution provisoire :

1. La loi du 19 octobre 2015 supprime l'effet « *en principe suspensif de l'appel* ». Le nouveau régime « *de l'exécution provisoire de principe* » s'applique dès lors aux affaires introduites à partir de la date d'entrée en vigueur de la loi, soit à partir du 1^{er} novembre 2015⁴⁴.

2. En l'espèce, la présente affaire a incontestablement été introduite après l'entrée en vigueur de cette loi puisque la citation introductive d'instance a été signifiée le 4 novembre 2015. En effet, la meilleure doctrine⁴⁵ enseigne que : « *la saisine du juge s'opère à la date de la signification de l'exploit de citation à la partie défenderesse* ».

3. Cependant, si l'exécution provisoire est à présent la règle, l'article 1397, alinéa 2 du Code judiciaire prévoit que le juge a le droit d'ordonner la suspension de l'exécution de son jugement tant que celui-ci est encore susceptible d'appel.

4. C'est précisément en application de cet article⁴⁶ que les défenderesses entendent, à titre extrêmement subsidiaire, « *qu'il soit déclaré que le jugement à intervenir ne soit pas exécutoire par provision en cas d'appel* »⁴⁷, au motif que :

- les demandes de Levi's Strauss sont très sérieusement contestées,
- si l'exécution provisoire était prononcée et si en outre, par impossible, il était fait droit à la demande « *exorbitante* » de dommages et intérêts (de plus de 12 millions d'euros) il en résulterait un grave préjudice pour les défenderesses,
- en cas de réformation en degré d'appel, il serait très difficile pour les défenderesses de récupérer ces sommes, Levi's ayant son siège aux Etats-Unis.

⁴⁴ de Leval, G., van Compernelle, J. et Georges, F., « *La loi du 19 octobre 2015 modifiant le droit de la procédure civile et portant des dispositions diverses en matière de justice* », *J.T.*, 2015/38, n° 6624, p. 785-805.

⁴⁵ Englebert J., « *Le crépuscule de la fonction civile du ministère public* », p. 194, in *Le procès civil efficace*, Anthémis, 2015.

⁴⁶ 1397, §2 du Code judiciaire.

⁴⁷ P.96 de leurs dernières conclusions.

5. Il est admis en doctrine⁴⁸ que si le juge dispose bien de la faculté de déroger au nouveau régime de l'exécution provisoire de principe, ces dérogations doivent rester des exceptions dans des « situations où l'exécution d'un jugement emporte des effets irréversibles (ou, à tout le moins, difficilement réversibles) ».

6. En l'espèce, les arguments invoqués par les défenderesses et repris ci-avant ne sont pas de nature à démontrer sérieusement que le présent jugement emporterait des effets irréversibles (ou, à tout le moins, difficilement réversibles), spécialement vu le fait que Levi's ne s'oppose pas à un éventuel cantonnement. Il n'y a donc pas lieu de déroger à la règle de l'exécution provisoire, de sorte que le présent jugement est exécutoire par provision.

7. Plus subsidiairement, en application de l'article 1400 du Code judiciaire, les défenderesses soutiennent que l'exécution provisoire devrait « être subordonnée à la constitution d'une garantie qu'il est raisonnable de fixer à 1 million d'euros ».

8. Les défenderesses ne justifient cependant absolument pas leur demande de garantie. Dans ces conditions, vu cette absence de motivation et puisque Levi's ne s'oppose pas à un éventuel cantonnement, cette demande de constitution de garantie est déclarée non fondée. En effet, les défenderesses ne démontrent pas quel serait leur intérêt à ce qu'il soit fait droit à cette demande.

9. Par ailleurs, en application de l'article 1404 du Code judiciaire, les défenderesses entendent encore que ce tribunal dise pour droit que les défenderesses disposeront de la faculté de procéder à un cantonnement de toute somme dont la condamnation serait jugée exécutoire.

10. Levi's ne sollicite en l'espèce pas d'exclusion du cantonnement, ni dans la citation introductive d'instance du 4 novembre 2015, ni dans ses dernières conclusions de synthèse. Dans ces conditions et pour autant que de besoin, ce tribunal dit pour droit que les défenderesses disposeront de la faculté de procéder à un cantonnement de toute somme dont la condamnation est jugée exécutoire.

H) Quant aux dépens :

Puisque Levi's obtient gain de cause quant à une grande partie de sa demande principale, il y a également lieu de condamner les défenderesses au paiement à Levi's des entiers dépens de l'instance, tels que liquidés dans ses dernières conclusions :

Droits de mise au rôle requête saisie-contrefaçon	100 €
Droits de greffe expédition ordonnance saisie-contrefaçon	39 €
Signification ordonnance saisie-contrefaçon (2 novembre 2015)	366,61 €
Procès-verbal de constat (9 novembre 2015)	509,80 €
Procès-verbal de mises sous scellés (30 novembre 2015)	450 €
Procès-verbal de constat (11 juillet 2016)	471,43 €
Signification ordonnance saisie-contrefaçon (11 juillet 2016)	274,33 €
Honoraires et frais de l'expert	4.752,03 €
Citation	828,71 €
Traduction citation	125,84 €
Acte de remise	65 €
Indemnité de procédure (montant de base)	18.000 €.

⁴⁸ Lejeune F., « Simplification de la procédure par défaut et métamorphose de l'appel, pour quelle efficacité ? », p. 140, in *Le procès civil efficace*, Anthémis, 2015.

V. DECISION

PAR CES MOTIFS,

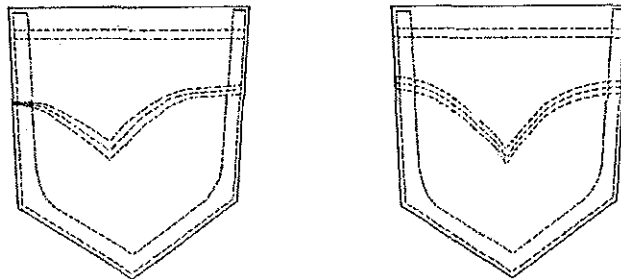
Le tribunal, statuant contradictoirement sur base de l'article 747 du Code judiciaire.

Se déclare territorialement compétent pour connaître l'entière du présent litige et déclare la demande principale de Levi's recevable et partiellement fondée dans la mesure ci-après.

Déclare la demande de Levi's relative à des « *shorts* », commercialisés dans les magasins HEMA indépendamment des pantalons litigieux, irrecevable en application de l'article 807 du Code judiciaire.

Déclare pour autant que de besoin prescrite la demande de Levi's d'obtenir la réparation du dommage prétendument subi à la suite de l'usage du signe ayant provoqué le litige que la transaction du 22 avril 2004 régle.

Interdit à Hema et à Hema Belgique de faire usage de l'un ou l'autre des deux signes repris ci-dessous, sous peine d'une astreinte de 100,00 € par exemplaire d'un vêtement portant un de ces signes et distribué avec son consentement, en violation de cette interdiction à partir de la signification de ce jugement :



Plafonne le montant des astreintes éventuellement récupérables par Levi's, à l'encontre des défenderesses, à un montant maximal de 4 millions d'euros.

Interdit à Hema de faire usage des autres signes qu'elle s'était engagée, par la transaction du 22 avril 2004, à ne plus utiliser, sous peine d'une astreinte de 100,00 € par exemplaire d'un vêtement portant un de ces signes et distribué avec son consentement, en violation de cette interdiction à partir de la signification de ce jugement ; plafonne le montant des astreintes ainsi éventuellement récupérables à un montant maximal de 4 millions d'euros.

Condamne Hema à payer 4.432.060,00 € à Levi's, au titre de dommages et intérêts à la suite de la distribution dans le Benelux à des consommateurs finaux de 221.603 exemplaires de pantalons portant atteinte à sa marque « *Arcuate* ».

Condamne les parties défenderesses Hema et Hema Belgique à payer à Levi's les entiers dépens de l'instance liquidés ci-avant à un montant total de 25.982,75 €.

Déclare le présent jugement exécutoire nonobstant tout recours, étant entendu que les défenderesses peuvent procéder à un cantonnement.

Ce jugement a été rendu par la 14^{ème} chambre - salle F - du tribunal de commerce francophone de Bruxelles, composée de :

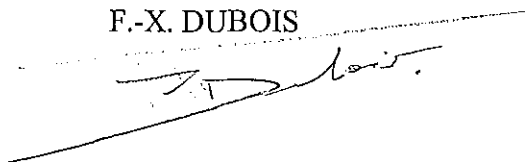
Mr. de Harven : juge président de la chambre ;
Mr. Vanden Berghe : juge consulaire ;
Mr. Dubois : juge consulaire ;
qui ont assisté à l'audience de plaidoirie et qui ont participé au délibéré.

Ce jugement est prononcé à l'audience publique par Monsieur Pierre-Yves de Harven, juge président de la 14^{ème} chambre - salle F - du tribunal de commerce francophone de Bruxelles, assisté de Madame Lucie Neyts, greffier, le **14 MAI 2018**

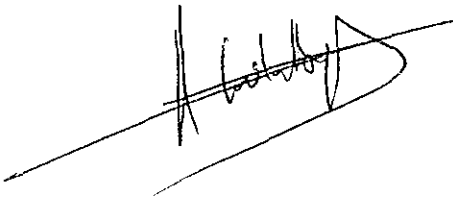
L. NEYTS



F.-X. DUBOIS



R. VANDEN BERGHE



P.-Y. de HARVEN

